numéro 28 - mai / juin 2010

Cause Commune

Journal anarchiste www.causecommune.net

Budget antisocial

Il faut faire reculer le gouvernement!



Le budget déposé le 30 mars dernier est une véritable déclaration de guerre. Le gouvernement libéral a décidé de s'enfermer dans le plus court calendrier de "retour à l'équilibre budgétaire" possible et, pour y arriver, il a choisi la voie des compressions et des hausses de taxes et de tarifs.

Alors qu'il avait le choix, le ministre des finances Raymond Bachand, un ancien du Fonds de solidarité de la FTQ (!), a décidé de systématiquement accabler les pauvres et les gens ordinaires, tout en épargnant l'élite et les entreprises. L'affront ne peut rester sans réponse. Il faut transformer la colère qui gronde en ouragan et augmenter la pression de la rue pour faire reculer le gouvernement.

Régression sociale

Sous le couvert cynique de « protéger les programmes sociaux », les libéraux ont durci le cours néolibéral de la gestion gouvernementale. Après avoir baissé les impôts de 5 milliards $ depuis le début des années 2000, l'État prévoit aujourd'hui revenir chercher 3,4 milliards $ en hausses de taxes et de tarifs. Malgré toutes les critiques que nous pouvons avoir face à l'impôt, il n'en demeure pas moins que les taxes et les tarifs sont autrement plus régressifs en ce qu'ils touchent tout le monde de la même façon, indépendamment des revenus. Pour prendre un exemple extrême, n'est-il pas choquant de constater que les milliardaires Péladeau, Desmarais ou Guy Laliberté vont payer la même « taxe santé » de 200$ que n'importe qui?

Dans le cas des tarifs, le gouvernement a choisi systématiquement le principe de la hausse uniforme. Ainsi, dans le cas de l'électricité domestique par exemple, les locataires qui ont des loyers mal entretenus vont écoper autant, sinon plus, que ceux et celles qui chauffent des palaces, des piscines ou des serres hydroponiques dans les sous-sols... Ajoutant l'injure à l'insulte, la facture d'électricité industrielle, elle, reste inchangée.

Justice sociale

Ce à quoi nous assistons actuellement c'est à un transfert massif de richesse du bas vers le haut de l'échelle sociale. C'est un vol caractérisé dont le but est de nous faire payer la crise des finances publiques (causée, à la base, par la crise de l'économie capitaliste). Le pire c'est que pendant que le gouvernement nous fait les poches, les compagnies ont vu leurs impôts réduits de 729 millions $ en 2010. C'est le principe de justice sociale qui en prend pour son rhume.

Le budget Bachand est inacceptable et doit être retiré, tout comme les mesures du même acabit qu'on nous promet dans la foulée (comme de permettre une hausse modulée des frais de scolarité pour qu'ils atteignent la moyenne canadienne). Un recul partiel, comme ça semble se dessiner sur la taxe santé, serait nettement insuffisant. Soyons clair : ce n'est pas à nous de payer pour la crise, il faut que les patrons passent à la caisse. Avec les années, la proportion des revenus du gouvernement qui viennent des entreprises a diminué de moitié. Des riches, il y en a au Québec. Le 1% au sommet de l'échelle sociale accapare 9% des revenus. Grâce à leurs privilèges fiscaux, les riches paient moins d'impôt sur le revenu (29%) que la classe moyenne (39%). Si le gouvernement a besoin d'argent, qu'il aille voir de ce côté là.

Seule la lutte paie

Il est possible de faire reculer le gouvernement. On l'a déjà fait et on le fera encore parce qu'on n'a pas le choix. La riposte est déjà bien enclenchée. À peine deux jours après le budget, plus de 15 000 personnes prenaient la rue à Montréal contre le budget. Cette manifestation est exemplaire par son côté unitaire. Pour une fois les différents mouvements sociaux ont su s'unir au delà de leurs différences. Depuis, les ministres du gouvernement ont dû faire face à plusieurs manifestations de moins grande ampleur à Sherbrooke et Saint-Hyacinthe notamment. D'autres manifestations massives et unitaires auront lieu le premier mai à Montréal et Québec. C'est bien mais il faut déjà préparer une escalade des moyens de pression. Le gouvernement a beau être actuellement très affaibli par des scandales de corruption divers, il table sur un essoufflement du mouvement de protestation. Il faudra pouvoir rebondir encore plus fort à l'automne avec d'autres manifestations, bien sûr, mais aussi des actions directes dérangeantes, des perturbations économiques et un projet de grève sociale.

L'alternative libertaire

Il faut reconnaître que le problème n'est pas que fiscal, le problème c'est surtout le capitalisme. Toute la société est organisée autour de la production de la richesse qui est ensuite accaparée par une petite minorité. Tant que cela durera, l'égalité économique et sociale sera un leurre et nous serons à la merci du chantage exercé par les capitalistes. Pour casser la dynamique actuelle, il faut réinventer un mouvement anticapitaliste dont l'objectif est d'en finir avec le pouvoir des patrons. La véritable justice sociale implique de reprendre le pouvoir dans nos lieux de travail, à l'école et dans nos quartiers pour socialiser l'économie, l'arracher aux mains des grandes compagnies, pour pouvoir la réorganiser ensemble en fonction des besoins humains. Ce projet a un nom, c'est une révolution communiste libertaire. Se battre sur des objectifs à court terme ne doit pas nous empêcher d'avoir un horizon plus ambitieux dans le même mouvement. C'est la perspective que nous défendons.

Tout ce qui brille... n'est pas or

Le gouvernement se fait attaquer tant sur sa gauche que sur sa droite. À Québec, une marche de protestation regroupant des milliers de personnes a eu lieu le 11 avril dernier. Officiellement non-partisane et citoyenne, la marche a été lourdement soutenue par certains médias de masse identifiés à la droite populiste (la station de radio FM93, le Journal de Québec, TVA, etc.). Résultat, une marche éminemment populaire mais intensément confuse politiquement (de la droite adéquiste à une certaine sociale-démocratie traditionnelle... voir plus à gauche encore). La motivation première des manifestantes et des manifestants semble avoir été les hausses de taxe, tarifs et impôts divers du dernier budget. Un ton populiste, proche de ce qu'on a pu voir régulièrement ailleurs en Amérique du Nord, était omniprésent. L'État gaspille notre argent, avant de nous taxer davantage, il faut faire le ménage, etc.

A lire et écouter les médias par la suite, on aurait pu croire que les gens sont descendu dans la rue parce qu'ils étaient déçus que le gouvernement n'ait pas fait plus de coupures. Il est plus important que jamais de porter un discours clair et limpide, qui identifie à qui profite le crime, et qui pointe vers des solutions et des perspectives d'action.

L'anarchie de A à Z

X comme... XXX

Le 20e siècle a été le théâtre d'une transformation de la sexualité humaine : autrefois prohibé par la morale judéo-chrétienne, le sexe est désormais omniprésent. La révolution sexuelle des années 1970, qui aspirait notamment à libérer les femmes d'une sexualité par et pour les hommes, a aussitôt été détournée par le patriarcat capitaliste qui s'est empressé de ravaler le sexe au rang de marchandise. La sexualité est aujourd'hui en vente partout, même chez vous.

Si les années '50 et '60 sont généralement décrites comme « l'âge d'or » de la pornographie, c'est en 1972-73, avec la diffusion large du film *Deep Throat* et la mise en marché du *Video Cassette Recorder,* que s'amorcent l'expansion et la banalisation de cette vision du sexe comme consommation du corps-objet de l'autre. Actuellement, alors que la première exposition à des images pornographiques sur internet se fait en moyenne à 11 ans, que la publicité « porno-chic » a envahi nos milieux de vie, que des magazines pour pré-adolescentes donnent des trucs pour réussir une fellation, il convient de parler d'une pornographisation de la société.



Contrairement aux apparences, la pornographie n'est pas une représentation de la sexualité. De notre point de vue, le XXX, tant par sa mise en scène et son contenu, est en fait une dénégation de la sexualité humaine, son antithèse. Dans le réel, le sexe est un moment intense de rencontre, de dialogue, d'ouverture à la subjectivité et à la spontanéité de l'autre. La pornographie, au contraire, ne laisse aucun espace pour l'expression des désirs et la discussion. Dans un de ses livres, Michela Marzano la définit comme « le simple spectacle de morceaux de viande qui s'échangent et s'accouplent selon des règles visant à représenter la jouissance parfaite […] après lequel il ne reste plus rien à dire et/ou faire et pendant lequel tout est codifié. »

Alors que l'éducation sexuelle ne se fait ni à l'école ni par la plupart des parents, la pornographie est perçue par les jeunes comme un modèle reflétant la réalité. Car avec internet, consommer de la pornographie est, malheureusement, un jeu d'enfant. Et que dit la porno? Majoritairement produite et consommée par des hommes, elle enseigne, globalement, que les femmes prennent plaisir à être dominées pendant des heures par des hommes qui n'ont d'existence que dans la sainte-trinité de l'érection-pénétration-éjaculation. Alarmants, de nombreux témoignages de garçons, parfois à peine âgés de 9 ou 10 ans, ayant agressé sexuellement des fillettes, ont affirmé n'avoir que reproduit ce qu'ils avaient vu sur internet et ne pas comprendre la gravité de leurs gestes!

En plus de nous apprendre à concevoir nos relations sexuelles dans un mode de domination de l'autre en tant qu'objet, la pornographie a imposé ses normes. Pour plusieurs hommes, la consommation mène à s'accoutumer d'images toujours plus violentes, sans lesquelles ils ne peuvent se sentir « excités ». Leur sexualité est axée autour d'une obsession de la performance, car ils ont appris que leur partenaire féminine n'a de plaisir qu'en étant « prise » avec force, « défoncée »pendant des heures. Ne se sentant jamais à la hauteur, certains finiront par s'isoler dans l'univers pornographique, là où ils n'ont pas à affronter leurs craintes. Mais ce sont surtout les femmes qui, encore une fois, doivent « souffrir pour être belles ». Troubles alimentaires, maquillage, épilation, chirurgies plastiques sont le lot de trop de femmes à qui on a fait avaler qu'elles devaient être belles pour qu'on les considère, et qu'elles devaient paraître jeunes et sexuellement disponibles pour être belles.

D'une société sous l'influence de l'Église, qui niait l'autonomie, la volonté, et donc la sexualité des femmes, nous sommes passé-e-s à un monde pornographié où elles doivent désormais apprendre à aimer l'obéissance et la soumission à des fantasmes masculins de plus en plus « hardcore » et dégradants.

Nous rejetons d'emblée la pornographie, cette représentation d'une anti-sexualité de corps mécaniques sans émotions. D'une part, parce qu'elle est une violence, pour ces actrices qui subissent réellement des tournages brutaux où elles n'ont pas un mot à dire, mais aussi pour toutes les femmes qui font face à une société et des partenaires masculins ayant intégré les codes dégradants des films X. D'autre part, parce que l'industrie du sexe impose et normalise une vision du sexe façonnée à son image, reposant sur la négation de la subjectivité et de l'imagination des individus. Se débarrasser de la pornographie implique un changement radical des mentalités et un combat contre cette industrie bien implantée. Il n'est pas question de censure ou de morale : si nous nous opposons à la pornographie, c'est précisément parce que nous aimons la liberté et que nous voulons le droit à une sexualité égalitaire, riche et épanouissante pour tous et toutes.



Cause commune est le journal de l'Union communiste libertaire (UCL). 3500 exemplaires de ce journal sont distribués gratuitement par des militantes et militants libertaires, membres ou non de l'organisation. ***Cause commune*** se veut un tremplin pour les idées anarchistes, en appui aux mouvements de résistance contre les patrons, les proprios et leurs alliés au gouvernement. Si le journal vous plaît et que vous voulez aider à le diffuser dans votre milieu, contactez le collectif de l'UCL le plus près de chez-vous. Vous pouvez aussi soumettre un texte ou nous faire part de vos commentaires en écrivant à ***journal@causecommune.net***.

Ce sont les membres de l'organisation qui paient l'essentiel des frais de ***Cause commune***, un peu plus de 500$ par numéro, avec leurs cotisations (entre 1,5% et 3% du salaire). Le reste vient de contributions volontaires et d'activités de financement.

L'Union communiste libertaire est une organisation de militantEs provenant de divers mouvements de résistance, qui s'identifient à la tradition communiste dans l'anarchisme et qui ont comme objectif commun une rupture révolutionnaire avec l'ordre établi.

Contacts locaux de l'UCL:
ucl.stjerome@causecommune.net
ucl.saguenay@causecommune.net
ucl.quebec@causecommune.net
ucl.montreal@causecommune.net



Pour nous rejoindre:
ucl@causecommune.net



Extraits d'une brochure que l'UCL publiera dans le cadre du Salon du Livre Anarchiste

Il y a 40 ans en Italie, l'automne chaud de 1969

« J'ai finalement découvert maintenant que nous ne luttons pas seulement contre le patron mais contre tout »

-Un ouvrier de Fiat, Lotta Continua, novembre 1969





En cette période de lutte qui s'amorce (enfin on l'espère) dans un contexte de crise, de privatisations, de coupures massives dans les services publics et de tentatives de diminutions drastiques des conditions de travail, il peut être pertinent de chercher dans l'histoire récente des exemples de mouvements contestataires afin de s'en inspirer ou du moins de tenter d'en tirer une leçon.

Lorsqu'on pense à la fin des années 60, le mai 1968 français est l'image qui pour la plupart d'entre nous est la plus représentative du mouvement contestataire de cette époque. Cependant, lorsqu'on regarde de plus près les luttes sur le continent européen, on peut rapidement se rendre compte que c'est du côté italien que le mouvement et les luttes se sont le plus radicalisé-e-s et ont eu le plus d'ampleur. Celles-ci débutant dès mars 1968, pour ne se terminer réellement qu'une dizaine d'années plus tard, mettant fin à la décennie des années 70 que l'on surnomma les « années de plomb », en raison de la lutte armée qui devint omniprésente dans ce pays.

L'année 1968 marque, comme ailleurs, le point culminant de cette vague contestataire étudiante mais, contrairement à la France, celle en Italie ne se limitera pas à la capitale. Dès janvier, une dizaine de villes universitaires de la péninsule seront en lutte. À Padoue, Venise, Pise, Milan et Florence, les affrontements entre groupes étudiants et forces de l'ordre seront d'une violence extrême.

Cette vague mènera à l'une des caractéristiques les plus spécifiques et intéressantes d'un point de vue révolutionnaire, soit la création de liens entre le mouvement étudiant et les ouvriers de quelques usines dès le printemps 1968. Ces liens deviendront permanents et produiront une forme innovatrice d'organisation et de démocratie directe, telle que la célèbre assemblée operai-studenti (ouvriers-étudiants) à l'usine Fiat de Turin. Au mois de septembre, l'assemblée devient le groupe *Lotta Continua*, dont l'approche était centrée sur les luttes de la base par opposition à ce qui était vu comme la politique et l'opportunisme de la gauche stalinienne dominante. Leur analyse de lutte de classe se prolongeait dans leurs actions à l'extérieur de leur lieu de travail.

Ces quelques années de radicalisation mèneront à une montée des luttes ouvrières qui, même si elles existaient depuis le début des années 60, seront d'une ampleur presque inégalée dans la seconde moitié du 20iècle siècle. L'automne chaud avec ses 300 millions d'heures de grèves, dont 230 millions seulement pour l'industrie, aura été la lutte ouvrière la plus massive et la moins contrôlée de toute l'histoire de l'Italie. Un mouvement historique, qui malgré ses faiblesses, mérite d'être connu et dont tous les travailleurs et toutes les travailleuses devraient s'inspirer, puisqu'il remettait en cause non seulement les conditions de travail, mais les fondements du travail et du capitalisme.

Camarade Michel Chartrand

Nous ne voulons collaborer en aucune circonstance. On va se mettre en opposition carrée au pouvoir! On va aider tous ceux qui veulent protester, contester, et faire la révolution!

- Michel Chartrand, 1970

Michel Chartrand est mort. La réduction de cet homme généreux à ce qu'il avait de plus pacifique et d'inoffensif en son action et sa pensée sera pour l'élite un exercice des plus banals - c'est son métier et elle le fait bien. Il suffit d'entendre les députés (même conservateurs!), les journalistes et autres ennemis de la classe ouvrière nous rappeler combien ils « appréciaient » Chartrand pour s'en convaincre.

Pour notre part, rappelons-nous que Michel Chartrand avait choisi son parti, celui du - attention le gros mot s'en vient - *prolétariat*. Le prolétariat en tant que classe opprimée, dont les droits sont niés, mais aussi, et surtout, le prolétariat en tant que classe révolutionnaire. Michel Chartrand se définissait parfois comme un « Indien à face blanche ». Cette image lui va effectivement très bien. Elle résume bien la position idéologique qu'il a pris dans la lutte des classes, dans le mouvement de l'histoire.

Chartrand était en guerre, en guerre contre les bourgeois, bien sûr, mais aussi contre l'ensemble des partis politiques, des intellectuels, bref, de l'élite. Il ne dénonçait pas les abus du pouvoir et du capitalisme, mais bien le pouvoir et le capitalisme dans sa totalité. Même la hiérarchie syndicale a été traitée sans complaisance par Chartrand. S'il était sans doute grandement admiré par la base militante, cette admiration n'était pas partagée - loin de là ! - par les porte-parole hiérarchiques de la classe ouvrière. En 1967, Marcel Pépin, alors président de la CSN, voit d'un très mauvais oeil le retour de cet « extrémiste » comme responsable de l'éducation et de la formation syndicale. Deux ans plus tard, c'est Louis Laberge, président de la FTQ, qui critique la nouvelle orientation « anarcho-révolutionnaire » prise par le Conseil central. Laberge soutient - en réponse à Chartrand et à ses appels à la solidarité anticapitaliste - qu'il n'est pas question que la FTQ soit à la remorque de « tout ce qui conteste, gueule, s'agite, marche, terrorise et détruit ces temps-ci au Québec ». On voit mal aujourd'hui la FTQ et son Fonds de solidarité, impliqué jusqu'aux oreilles dans le capital de risque et la finance, se mettre à brandir le drapeau de la lutte anticapitaliste…

En 1971, enfin libre après plusieurs mois de prison, Chartrand ne se gêne pas - encore une fois ! - pour critiquer vertement le mouvement syndical pour son manque de combativité quant aux mesures de guerre de Trudeau. Il en profite aussi pour dénoncer les « arrivistes » et les « opportunistes » présents dans le mouvement.

En théorie - nous disons bien: *en théorie* - Michel Chartrand devrait être impossible à récupérer. Les grosses têtes qui disent aujourd'hui l'admirer sont précisément les mêmes qu'il méprisait sans détour - et on compte parmi eux de nombreux nationalistes, les mêmes que Chartrand appelait des « nationaleux ». Seuls la gauche radicale est en droit de se réclamer de l'héritage de cet homme qui s'est opposé idéologiquement et parfois physiquement au pouvoir et à sa domination.

Et si, en guise d'hommage à Chartrand, on renversait ce gouvernement patronal et corrompu ? Ce serait un bon début...

Un monarque élu au Saguenay

Avec les dernières élections municipales, entachées par les révélations de scandales et de corruption ainsi que par les déclarations d'élus se tapant dans le dos de faire campagne sans véritable opposition, il y a sérieusement affaire à se questionner sur l'état de putréfaction de la « démocratie municipale » au Québec.

Le cas de Ville-Saguenay fait figure d'exemple type avec le clownesque maire Jean « Là Là! » Tremblay, au trône depuis 1997 malgré ses propos et sa façon d'administrer la ville. Face à ce personnage très curieux qui accumule les défaites judiciaires sur le bras des gens de la ville, la population est en droit de se demander : « Mais que veut Jean Tremblay? ». Réponse : il rêve d'un monde où le clergé reprendra sa position de patriarche, gardien du troupeau qui foudroiera les athées, brebis égarées qu'elles sont.



200 personnes manifestent contre la fermeture arbitraire du Théâtre du Saguenay, 1er mars, Conseil de Ville de Saguenay, Chicoutimi

Guidé par sa foi comme un croisé, Jean Tremblay ne craint pas de prendre des décisions sans consulter la population. Comme disait le maire à propos du projet de village portuaire à La Baie, rue pour les touristes comprenant des condos de luxe dans un quartier populaire:

> *Les citoyens, quand ça fait 12 ans que tu es là, tu le sais. Inquiétez-vous pas que les citoyens jamais ils vont dire non à ça. C'est tellement beau là! Il vient qu'on les connaît les citoyens, c'est la moindre de mes inquiétudes!*

C'est ainsi que Jean conçoit son slogan « Le citoyen d'abord ». Qu'il se fasse huer par les mobilisations citoyennes au Conseil de ville ne l'empêche pas, par après, de continuer à exercer son pouvoir d'autocrate soutenu par le plus corpulent cabinet municipal au Québec (10 membres). Le *Collectif Emma Goldman* se joint à la contestation populaire locale en lançant une campagne contre le monarque élu. Jean Tremblay n'est qu'une des figures produites par un système d'administration autoritaire et superficiellement démocratique. Nos protestations à son endroit doivent ainsi s'orienter vers la création de lieux de contre-pouvoirs pour la défense des classes populaires et travailleuses, les laissés pour compte dans un système où tout est géré d'en haut.

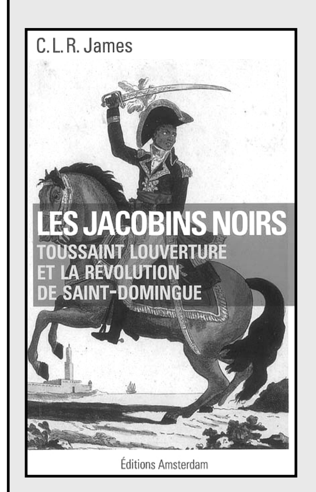
La passion de Jean

Pour terminer, puisque le ridicule ne tue pas, le maire Jean Tremblay s'enthousiasme à l'effet que son combat pour le maintien de la prière lors des séances publiques du conseil de ville soit un acte de rédemption :

> *Quand je vais arriver de l'autre bord, je vais pouvoir être un peu orgueilleux. Je vais pouvoir lui dire: "Je me suis battu pour vous. Je suis même allé en procès pour vous". Il n'y a pas de plus bel argument. C'est extraordinaire.*

Livre : Les Jacobins Noirs

Toussaint Louverture et la révolution de Saint-Domingue



La catastrophe haïtienne récente et la démonstration de force militaire qui a en a découlé soulèvent de nombreuses questions sur les événements historiques qui ont provoqué la chute d'un pays qui a su résister aux plus grandes puissances impérialistes du 18ième et du 19ième siècle. Afin d'amorcer une réflexion à ce sujet, le livre *Les Jacobins Noirs* écrit par Cyril Lionel Robert James en 1938 et récemment réédité aux Éditions Amsterdam, demeure un classique incontournable.

CLR James (1901-1989), écrivain et militant marxiste, est né à Trinidad et Tobago. Il fut actif dans les luttes de décolonisation antillaises et combattit toute sa vie pour la révolution prolétarienne mondiale et pour la cause du panafricanisme. Communiste antistalinien, près des libertaires et des autonomes (il fut un ami de Daniel Guérin), il deviendra à gauche l'un des théoriciens les plus influents sur la question de la décolonisation.

Les Jacobins Noirs est un classique de l'historiographie d'inspiration marxiste, c'est-à-dire de l'histoire vue d'en bas et non celle des colonialistes. C'est l'histoire de la révolution haïtienne initiée en 1791 qui mena, après 12 ans de guerre contre les empires français, espagnol et anglais, à l'indépendance d'Haïti en 1803 et à l'abolition de l'esclavage.

Le livre relate dans les détails l'histoire de la révolution haïtienne à travers les faits et gestes de Toussaint Louverture qui sera l'un des principaux leaders tant politique que militaire de cette révolution. Il fut l'un des meneurs d'une révolte qui s'amorça dans le sillage de la Révolution française et qui sera influencé autant par ces événements et les mots d'ordre des révolutionnaires que par la série d'évènements qui mèneront au coup d'État - le 18 Brumaire - de Napoléon en 1799. Une France révolutionnaire qui, ayant aboli l'esclavage, le rétablira en 1802 sous la pression des bourgeois, ce qui poussera l'île à proclamer son indépendance. Cette révolution est l'une des conséquences directes de la Révolution française. Ce fut d'ailleurs la première révolte d'esclaves victorieuse de l'histoire.

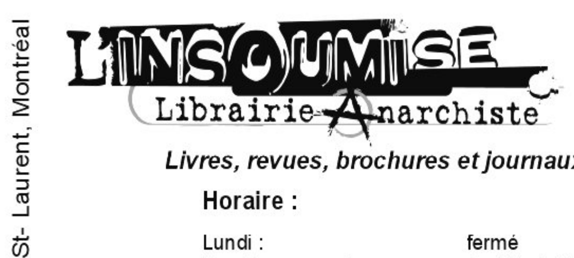
Le bouquin décrit en détail les luttes politiques et les alliances entre la bourgeoisie blanche propriétaire d'esclaves, les riches mulâtres plus instruits, les noirs déjà affranchis avant la révolution et les anciens esclaves. Une lutte qui ne fut pas seulement une lutte entre les blancs et les noirs mais une véritable lutte de classes couplée à un désir de justice sociale et de démocratie populaire.

Évidemment, les luttes intestines pour la prise du pouvoir provoqueront, à force de compromis, de tractations et d'intrigues politiques avec la bourgeoisie et les politiciens français et anglais, la résurgence d'un mouvement contre-révolutionnaire et le début du tragique destin de la jeune république révolutionnaire haïtienne.

Ce livre relate la création d'un prolétariat antillais et la naissance d'un mouvement révolutionnaire qui aura un impact sur l'ensemble des colonies de l'époque. Ce livre est plus qu'un livre d'histoire mais bien une leçon d'histoire. C'est un incontournable pour quiconque veut comprendre la naissance du mouvement révolutionnaire de décolonisation.

C.L.R. James, Les Jacobins noirs. Toussaint Louverture et la Révolution de Saint-Domingue, Éditions Amsterdam, 401 pp.

Disponible dans toute bonne librairie!



Sur les lignes...

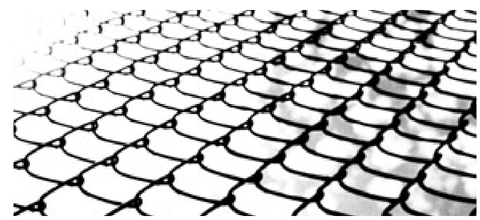
Chronique syndicale

Une marée vert pomme à Montréal

Personne ne l'avait vu venir mais le Front commun du secteur public a réussi à mobiliser plus de 70 000 personnes à Montréal le 20 mars dernier. Bien sûr, c'était une parade gentille et hyper-contrôlée mais ça reste impressionnant. La direction des centrales syndicales semble déterminée à obtenir un règlement négocié à n'importe quel prix (tout sauf un décret!). Il n'empêche que le bateau commence à tanguer un peu. Dans le secteur de la santé, le ras-le-bol est généralisé chez les infirmières (y'a même des mini-grèves sur le tas pour refuser le temps supplémentaire), au point où la FIQ (Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec) se sent à l'aise pour demander du même souffle la conciliation et aller chercher un mandat de grève. Même chose chez les profs de la grande région montréalaise qui veulent aussi des mandats de grève et qu'on a vu cet hiver et ce printemps dans les manifs antilibérales. Ailleurs, par contre, c'est encore le calme plat. Seul l'avenir dira si l'automne sera chaud mais c'est un dossier à surveiller.

Blocus d'usine à Beaupré

Les (ex) travailleurs et travailleuses d'AbitibiBowater bloquent l'entrée de l'usine à Beaupré depuis le 22 mars dernier. Une vigile permanente est installée sur les lieux. Le blocus vise à empêcher la compagnie de sortir du matériel de l'usine. L'usine est fermée mais la compagnie doit encore de l'argent aux employé-e-s (12M $ en primes diverses!). Comme AbitibiBowater s'est placée sous la protection de la « loi sur les arrangements avec les créanciers », la seule garantie qu'ont les gens de la région d'être payés un jour, c'est d'empêcher le démantèlement des machines. C'est là leur ultime rapport de force. Fait cocasse, le blocus a l'appui de la municipalité à qui la compagnie doit aussi une fortune en taxes foncières. Le geste est qualifié de symbolique par le président du syndicat local FTQ. Pourtant, il s'agit bel et bien d'action directe. De tels blocus --parfois agrémentés de menaces diverses de détruire le matériel-- ont donné des résultats un peu partout dans le monde (de la France à l'Ontario). C'est peut-être pas « légal » mais c'est tout à fait légitime! Notons que la reprise des activités de l'usine sous contrôle capitaliste s'avère très improbable (et ce n'est pas faute d'avoir essayé, notamment avec un comité de relance appuyé par les élites locales!). Curieusement (!), personne ne semble avoir pensé à la relancer sous contrôle ouvrier, au moins en attendant le versement des sommes dues. Une idée à creuser?



Fermeture de la boulangerie Weston à Longueuil

Après 20 ans d'opération, la boulangerie Weston de Longueuil va fermer en décembre 2010. Le tout s'est joué en mars. Weston voulait abolir 75 postes (sur 145). Les syndiqué-e-s ont dit non à 95%. La compagnie est revenue à la charge avec une menace de fermeture en cas de refus. Les syndiqué-e-s ont encore dit non, à 68%. Les représentant-e-s de la CSD ont été très clairs à l'assemblée : « Il y a un plan A, qui consiste à accepter les offres patronales et un plan B, qui est la fermeture de l'usine » a expliqué le conseiller syndical dans le dossier. « On veut faire partie de la solution, ils veulent tout simplement nous écraser. Quand l'entreprise affirme que nous sommes rentables, mais que nos conditions de travail sont trop avantageuses, je comprends très bien ce qu'elle avait derrière la tête. Nous avons pris très au sérieux leur menace de fermeture. Les travailleuses et les travailleurs se sont exprimés en connaissance de cause et ont démontré qu'ils voulaient d'abord et avant tout être respectés » a déclaré Éloi Lévesque, le président du syndicat. Notons au passage que, selon Françoins Vaudreuil, le président de la CSD, l'usine a déjà été un modèle de «paritarisme» et de collaboration syndicale-patronale. Le pauvre ne comprend pas qu'en vingt ans les relations du travail aient pu se détériorer au point que la fermeture semble définitive. C'est pourtant pas compliqué: si Weston peut faire faire ses « pains » pas mangeable chez Multimarque pour moins cher, il se gênera pas. C'est l'essence même du capitalisme!

Lock-out à l'entrepôt Provigo de Québec

Les 400 travailleurs et travailleuses de l'entrepôt Provigo de Québec se sont faits mettre en lock-out à la veille du congé pascal. L'employeur leur reprochait notamment de ne pas avoir soumis au vote son « offre finale », déposée 48h plus tôt. Après avoir négocié (!) un gel des salaires de trois ans pour « permettre à Provigo de rentabiliser plus rapidement la construction de son [nouvel] entrepôt [de 55 500 mètres carrés] », le syndicat CSN s'attendait à pouvoir faire un peu de rattrapage et demandait 3% d'augmentation par année, ce qui fut refusé. Ajoutant l'insulte à l'injure, Loblaws, le propriétaire, ment sciemment à la presse au sujet des salaires versés dans son entrepôt. La compagnie affirme verser 38$ de l'heure en incluant les avantages sociaux, ce qui enrage les membres du syndicat dont le salaire réel débute à 12,50$ de l'heure et atteint, après 8 ans à temps plein, 23$. Concrètement, l'entrepôt de Provigo est peut-être le plus moderne mais c'est aussi celui où les salaires sont les plus bas de la région. « Ce n'est pas encore assez! L'employeur veut faire plier la gang. C'est la mentalité Loblaw. Vous ne les connaissez pas. Ceux qui connaissent George Weston ne sont pas surpris. Quand tu fais 1,2 milliard de profits par année, tu es capable de bien des affaires », a commenté à un scribe du Journal de Québec un employé de l'entrepôt à la sortie de l'assemblée syndicale où les « offres » patronales ont été rejetées à 97,8%. Le travail ayant été envoyé dans d'autres entrepôts, les syndiqué-e-s ont commencé à faire des manifestations devant les épiceries Maxi de la région.

Dur Réveil à Saguenay

Les employé-e-s en lock-out de l'hebdo *Le Réveil*, au Saguenay, ont accepté les offres finales de Quebecor le 15 février dernier. Décision crève-coeur qui visait essentiellement à sauver le journal, menacé de fermeture après 65 ans, et leurs indemnités de départ. Parce que des départs, il y en a, l'unité syndicale passant de 25 à 5 membres. Profondément écœurées après un an de conflit, la présidente du syndicat et deux de ses collègues journalistes ont annoncé leur démission lors de l'assemblée syndicale prévue pour adopter le protocole de retour au travail. Le journal était tellement insipide qu'un nouvel appel au boycott a été lancé par une prof du Cegep de la région. La CSN a publié dans la dernière livraison de son magazine *Perspective* un reportage portant sur deux stations de radio en faillite qui ont été reprises en main avec succès par le syndicat et transformées en coop. Et bien, cela n'a pas été qu'une coïncidence puisque le 23 avril a été annoncée la formation d'un organisme sans but lucratif par les ex-travailleurs et travailleuses du Journal *Le Réveil* pour produire régionalement leur propre journal, *Le Saguenéen* et enfin, se passer définitivement d'un patron aussi vorace que P.K. Péladeau.

* * *

Au moment d'écrire ces lignes, le 15 avril 2010, il y avait au moins 1104 prolétaires en grève ou en lock-out au Québec.

Du côté des patrons...

Équité salariale chez Desjardins

Preuve que la crise est bel et bien terminée pour le mouvement Desjardins, le salaire de la présidente et chef de la direction, Monique Leroux, a plus que doublé en 2009, atteignant 1,56 millions $. De plus, la coopérative financière annonce des « excédents avant ristournes » de 1,08 milliards $ en 2009. Il n'empêche, 1,56 millions $, ça commence à faire beaucoup d'argent! Et pourtant... C'est moins que les 1,64 millions $ qu'a touché Alban D'Amours, le prédécesseur masculin de Madame Leroux, en 2007. C'est également moins que ce qu'ont touché en 2009 Louis Vachon (6,15 million $) et Réjean Robitaille (1,94 millions $), respectivement patrons de la Banque Nationale et de la Banque Laurentienne. Deux banques pourtant plus petites que Desjardins.

Cette « injustice » a fait pondre un communiqué ironique à l'un des syndicats du mouvement Desjardins. Constatant que « le niveau de sa rémunération est nettement inférieur à celui de ses prédécesseurs et à celui des présidents d'autres institutions financières », la section locale 575 du SEPB dit « s'attendre à ce que Madame Leroux se sente plus interpellée par le dossier d'équité salariale actuellement en cours [depuis 10 ans!] pour les employées de son entreprise puisqu'elle semble elle-même être victime de discrimination salariale ». Pour le syndicat, « il existe actuellement un problème important de rémunération chez Desjardins: un sérieux écart sépare les hauts dirigeants du mouvement de leurs employées ». Le moins que l'on puisse dire c'est qu'à ce chapitre rien ne distingue la coopérative financière du reste de l'économie capitaliste...

Québec: Des cadres sous-payés

Le maire de Québec, le coloré Régis Labeaume, trouve que les haut cadres de la municipalité sont sous-payés. « Le paradoxe dans cette Ville, c'est que les gens en haut sont sous-payés et ceux en bas, surpayés. C'est le monde à l'envers », a-t-il déclaré au Soleil après que le Journal de Québec ait révélé que les cadres s'étaient partagés 1,6 millions $ en bonis en 2009. Son administration a d'ailleurs commandé une étude comparative au sujet de la rémunération des cadres. Imaginez, le pauvre directeur général de la Ville est payé 159 000$ alors qu'il pourrait faire 200 000$ dans le privé et que son homologue montréalais fait 300 000$. Le message est limpide: les mandarins méritent d'être très bien payés et récompensés alors que les ticlins qui gagnent de 30 000 à 40 000$ devraient se compter chanceux d'avoir encore un fonds de pension. C'est aussi ça la lutte de classe.

